

LA LORRAINE PEUT ÊTRE SAUVÉE

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE

UNE GESTION DÉSASTREUSE OU LES SILENCES DU PATRONAT

La crise qui a éclaté dans les mines de fer en 1963 se développe désormais dans la sidérurgie.

Le patronat a longtemps nié son existence. Puis il a admis que quelque chose allait mal. Aujourd'hui, Usinor absorbe Lorraine-Escout. Qu'est-ce que cela veut dire ?

En 1953, Usinor et Lorraine-Escout produisaient chacun la même quantité d'acier brut. En 1966, Usinor, tout en employant moins d'ouvriers, produit presque deux fois plus d'acier que Lorraine-Escout. Le potentiel du trust lorrain est évalué au tiers de celui du trust nordique. Lorraine-Escout était-il si mal placé que cela ?

Certes, les Lorrains ne disposaient pas de ce débouché sur la mer qui fait la force d'Usinor, avec son usine de Dunkerque. Mais cette usine, il a fallu la construire entre 1960 et 1963, il a fallu la payer. Par contre, Lorraine-Escout s'alimentait avec son propre minerai, ce qui est encore à l'heure actuelle, malgré tout ce que l'on a pu dire, la solution la moins chère.

Alors, que s'est-il passé ?

La crise de Lorraine-Escout a valeur d'exemple et illustre la façon dont les maîtres de forge lorrains ont mené leur politique.

Comme les mines de fer, la sidérurgie lorraine a été mal gérée.

**ETUDE REALISEE PAR L'EQUIPE
REDACTIONNELLE
DU « FRONT SOCIALISTE »
{JOURNAL DU P.S.U. EN LORRAINE}**

L'occasion perdue

Les maîtres de forge lorrains ont couru avec tant d'énergie vers le profit le plus immédiat qu'ils ont laissé vieillir leurs installations. En 1945, la sidérurgie lorraine était déjà vétusté, mais elle

avait peu de concurrents en Europe : les usines allemandes étaient écrasées, les usines belges aussi vieillies que les nôtres, celle du Nord aussi ; quant à la sidérurgie italienne, elle n'existait pas encore.

Les besoins, ceux de la France et des pays voisins, étaient énormes au lendemain de la guerre. Moderniser, investir les profits, utiliser le sursis offert à la vieille industrie pour en créer une nouvelle, était possible.

L'occasion s'offrait, elle ne fut pas saisie. Les sidérurgistes lorrains furent fidèles aux principes de leurs pères : avant de remplacer une installation, il faut l'user jusqu'à la corde, il faut se servir d'un haut fourneau jusqu'à ce qu'il ne soit plus qu'un tas de rouille, il faut utiliser un procédé de fabrication tant qu'il reste des clients pour les produits de ce procédé et, pendant tout ce temps-là, il faut se contenter de ce procédé.

Des concentrations à la vieille mode

Les entreprises n'avaient pas la taille nécessaire à une grande politique. Pour moderniser, il fallait donc concentrer. On l'a fait, mais d'une façon qui a été un non-sens économique.

Les fusions opérées il y a une dizaine d'années n'ont permis de créer en Lorraine qu'une seule unité de production vraiment moderne, la SOLLAC. Ni les différentes usines regroupées dans le cadre de Sidelor, ni les possessions de Lorraine-Escout dispersées aux quatre coins de la France et aux deux pôles de la Lorraine, Longwy et Thionville, n'ont jamais constitué réellement des unités autonomes de production répondant aux exigences de la production moderne.

Sur le papier

La concentration technique n'a pas eu lieu, on s'est contenté de concentrations financières, qui

ont permis à l'époque de rafler les crédits Marshall et de satisfaire en apparence les désirs des planificateurs. Il s'agissait, en effet, d'atteindre, sur le papier, en additionnant la capacité de plusieurs usines appartenant désormais à la même entreprise, le potentiel de production de 1 million de tonnes d'acier par an, qui, aux yeux des experts, constituait le seuil de rentabilité d'une unité de production autonome moderne ; l'attribution des crédits d'équipement au titre du plan Marshall était conditionnée par la réalisation de pareilles unités.

Politique étroite, sans envergure, destinée à maintenir ce qui existait plutôt qu'à le développer.

Chasse gardée

Pourquoi le patronat a-t-il agi ainsi ?

Pour conserver le contrôle des patrimoines familiaux. En 1945, les familles traditionnelles

avaient réussi à empêcher la nationalisation. Depuis, elles ont tout fait pour conserver leur chasse gardée. Au moment des fusions, le capital des entreprises nouvelles, Lorraine-Escout, Sidelor, a été réparti entre les sociétés mères (devenues holdings) ; une fois les sociétés nouvelles nées de cette façon, par l'alliance des anciennes puissances, **il n'a pas été question de faire appel massivement à des capitaux frais extérieurs qui auraient permis une politique d'expansion.** Leur arrivée en effet aurait détruit les équilibres internes minutieusement pesés qui, à Lorraine-Escout, par exemple, s'établissaient à 51 p. 100 en faveur des Acières de Longwy, elles-mêmes contrôlées par les Raty.

Les grandes familles sidérurgistes ont essentiellement travaillé à protéger leur fief, l'empêchant de se développer pour ne pas en perdre le contrôle.

LE RETARD DE LA LORRAINE

Imprévision et politique du profit à court terme ont accumulé les retards en Lorraine. On s'est contenté d'utiliser les avantages immédiats, tant dans les mines que dans les usines.

Dans la sidérurgie, les seuls vrais objectifs à long terme auraient dû être : faire plus d'acier avec moins de matières premières ; faire du meilleur acier ; prolonger l'industrie lorraine au-delà du stade des produits demi-finis.

Aucun n'a été poursuivi sérieusement.

Minerais : Les études sur l'enrichissement du minerai sont venues trop tard ; elles ont simplement suivi la crise, au lieu de la prévenir.

Fonte : La production de la fonte a été négligée. Un accroissement rapide de la production de fonte aurait permis d'utiliser davantage de minerai. Mais la construction d'unités neuves n'a longtemps été entreprise que parcimonieusement, au fur et à mesure qu'il fallait remplacer des unités tombant trop visiblement en ruines. Aujourd'hui encore, le plan, plus complet, de rénovation de Joeuf, n'est exécuté que très lentement.

Acier : Au-delà de la fonte, la production d'acier Thomas est restée la règle. Les procédés les plus modernes, les convertisseurs à oxygène ont été introduits tardivement. Les recherches, les efforts principaux ont d'abord été réalisés à l'étranger et la SOLLAC ensuite a acheté en Suède des convertisseurs Kaldo. Pendant que la sidérurgie allemande s'équipait à neuf, la Lorraine se satisfaisait de garder ses débouchés à l'étranger pour les profilés en acier Thomas. Immédiatement rentables, ces exportations de produits demi-finis, presque des matières premières, compromettaient l'avenir. Le marché des profilés Thomas n'existe que dans la mesure où il est laissé libre

par des concurrents qui se consacrent à des productions plus rentables, capables de transformations ultérieures plus fructueuses. C'est un marché destiné à se rétrécir. C'est ainsi qu'en acier, comme pour la fonte, la Lorraine a pris du retard.

Produits finis : D'autre part, elle n'a strictement rien fait pour prolonger sa production principale. Les phénomènes d'ailleurs se tiennent : pour transformer sur place, il aurait fallu disposer davantage de produits transformables, produits plats, aciers spéciaux. Il aurait fallu que les entreprises se développent davantage, que les familles acceptent d'y devenir minoritaires, que les holdings ne fassent pas passer les combinaisons boursières et l'exploitation des portefeuilles avant le développement de la région.

EST-CE A DIRE QUE TOUT EST PERDU ? NON. Si la Lorraine, sans prétendre refaire le terrain perdu, veut reprendre une place importante dans le monde industriel et offrir un avenir à sa population, elle peut encore utiliser le potentiel dont elle dispose. **MAIS CELA EXIGE DES CHANGEMENTS DE -STRUCTURE.**

UN OFFICE REGIONAL DE L'EMPLOI

Au plus fort de la crise dans les mines de fer, le patronat veut garder la maîtrise absolue des opérations. En mars 1963, on a réuni une Table Ronde et les syndicats ont obtenu alors diverses garanties pour les mineurs licenciés. Mais le patronat reste maître de différencier sa politique de mine à mine (demain ce sera d'usine à usine). Sa politique d'ensemble vise à provoquer des

réactions individuelles et à éviter ainsi la discussion avec le collectif syndical.

La reconversion des hommes se trouve donc soumise à la volonté irresponsable du patronat. C'est en plus une fausse reconversion qui, dans la majorité des cas, mérite plutôt le nom de reclassement ou de déclassement : le fait d'envoyer un licencié de la mine à l'usine comme manœuvre à bas salaire n'est pas une reconversion !

Une première brèche

C'est un véritable Office régional de l'emploi qui doit être créé, qui impulse l'enseignement technique, qui contrôle la formation profession-

nelle accélérée, qui distribue une formation générale complémentaire.

Il doit aider, y compris financièrement, à la reconversion, non seulement des licenciés par décision patronale, mais de tous les travailleurs actuellement susceptibles d'être atteints par la crise ; il doit les aider, même si l'initiative de la reconversion vient d'eux.

L'existence d'un pareil Office, géré prioritairement par l'Etat et les travailleurs, utilisant les fonds versés par les entreprises et ceux de l'Etat, creuserait une première brèche dans l'autorité absolue des maîtres de forge.

Les Solutions

QUELLES SOLUTIONS ?

L'absorption de Lorraine-Escaut par Usinor élimine les familles, les Katy, les Labbé, qui n'auront plus désormais, et pour quelques mois encore, que l'apparence du pouvoir.

Demain, le rapprochement de Wendel-Sidelor se fera aussi au bénéfice des holdings financiers et des technocrates, au détriment (au point de vue du pouvoir, non du profit !) des holdings de familles. Une nouvelle politique s'inaugure.

MAIS LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS GRAND-CHOSE À EN ATTENDRE.

Le nouveau système sera plus étroitement que jamais consacré à la recherche du profit à court terme.

ALORS ?

Les travailleurs doivent exiger que le pouvoir économique soit ôté aux maîtres de forge et à leurs financiers.

SOCIALISER LA SIDÉRURGIE

La socialisation

- ne devrait pas être une « nationalisation » de type

traditionnel. Il ne s'agit pas de créer un complexe industriel étatique géré depuis Paris et n'ayant, par respect pour le capitalisme, aucune possibilité de se développer,

- devrait permettre un véritable remembrement des unités de production, selon des impératifs géographiques et techniques. Ce remembrement s'opérerait par-dessus les propriétés respectives des sociétés capitalistes actuelles, grâce à la création de sociétés de gestion.

Le rôle de ces sociétés serait de gérer à la fois les capitaux publics qui doivent être injectés à forte dose et le patrimoine industriel existant. Elles seraient indépendantes du capitalisme.

Une direction régionale donnerait les orientations d'ensemble aux unités de production,

- aboutirait à séparer la propriété privée et la gestion, celle-ci étant complètement retirée aux détenteurs de capitaux privés. Ces derniers n'étant pas dépossédés de leur propriété mais seulement du pouvoir de s'en servir, il n'y aurait ni à les rembourser ni les indemniser,

- devrait permettre une participation ouvrière à la gestion, à tous les stades, ceux de la production, de l'organisation, de la reconversion, etc.

RECONVERTIR L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Il faut refaire de la sidérurgie lorraine un secteur en expansion.

Comment ?

1.— Un certain nombre de mesures partielles constitueraient déjà un bon ballon d'oxygène.

Il est bien temps de commencer à promouvoir en France la grande politique du logement et de la construction scolaire dont le pays a tant besoin. La consommation en acier, donc la production, en serait augmentée dans des proportions importantes et la Lorraine ne pourrait qu'en profiter.

La réduction de la durée du travail, sans perte de salaires, diminuerait le risque de sous-emploi dans les années à venir. Le contre-plan national du P.S.U. prévoit qu'il est possible, de 1966 à 1970, d'opérer une réduction de 10 %, soit 4 h. 30 par semaine.



2. — Ceci fait, il n'en restera pas moins qu'il faut trouver des remèdes en profondeur à la fragilité dont souffre l'économie lorraine, face à ses concurrentes. L'un de ces remèdes est la reconversion de la sidérurgie.

L'acier lorrain produit sous sa forme brute est impropre à la fabrication de produits finis, élaborés, c'est-à-dire de produits qui demandent plus de main-d'œuvre, plus de recherches et qui sont appréciés sur le marché national et international (seuls Pompey et la S.A.F.E. d'Herseange sont spécialisés dans les aciers fins spéciaux). L'acier brut lorrain est ou bien exporté tel quel ou bien transformé en demi-produits peu raffinés, tels que tôles, rails, tuyaux, tréfilés, grillages, etc. Par ailleurs, la demande en acier Thomas diminue sur le marché, or c'est l'acier

Thomas qui est le plus produit en Lorraine : la production en 1964 a été de 12 millions et demi de tonnes d'acier brut, dont près de 9 millions en acier Thomas).

De l'acier et des produits finis de haute qualité

Tout en continuant à fabriquer du brut et des demi-produits, objets de première nécessité, la sidérurgie lorraine doit se reconverter afin de produire de l'acier meilleur, plus fin.

Cette reconversion technique aurait un triple avantage :

- mettre l'industrie lorraine en meilleure position sur le marché ;
- réduire les importations françaises d'acier fin ;
- permettre de prolonger la sidérurgie par une métallurgie assez avancée pour transformer sur place l'acier fin en produits finis de haute qualité.

C'est ainsi, par exemple, que l'industrie des machines-outils n'existe pas en France et l'acier lorrain actuel ne peut fabriquer ces machines. Une reconversion pourrait être le départ en Lorraine d'une telle industrie.

Quelle initiative ?

La question se pose alors : qui peut entreprendre une pareille reconversion ?

L'initiative privée ? Il y a peu de chances étant donné sa volonté de rentabilité immédiate. L'Etat ? Oui, mais pas sous la forme de prêts avantageux aux entreprises privées qui garderaient le contrôle des opérations, sans aucune garantie sérieuse pour les travailleurs. Il faut un apport important de capitaux publics, contrôlés par la nation, dans une sidérurgie socialisée.

COMMENT IMPLANTER DES INDUSTRIES ?

Une métallurgie avancée du type de celle que nous avons décrite précédemment (voir l'article « Reconvertir et développer l'industrie sidérurgique lorraine ») serait déjà une rupture avec la mono-industrie dont souffre la Lorraine du Nord.

D'autres types d'industries de transformation sont nécessaires. Tout cela nécessite une politique différente de celle menée par les pouvoirs publics, qui sont aussi conscients du problème qu'impuisants à le résoudre, faute de vouloir en prendre les moyens.

I. Une main-d'œuvre qualifiée

Préparer une main-d'œuvre qualifiée masculine et féminine, qui actuellement fait défaut : donc

développer rapidement le réseau scolaire lorrain fortement sous-développé. C'est là concrètement toute la question de la priorité à donner à l'Education nationale, à l'enseignement technique en particulier. Il faut aussi réaliser un système d'éducation permanente ou recyclage pour préparer le passage de la main-d'œuvre non qualifiée des secteurs déficitaires vers des catégories professionnelles demandant une qualification même simple.

2. Créer des entreprises publiques

Les pouvoirs publics lancent des zones industrielles et espèrent attirer des industriels dans la région, grâce à diverses exonérations fiscales et

aux avantages que pourront concéder les localités intéressées. Et on baptise cela « aménagement du territoire ». En fait, on n'aménage pas grand-chose, la décentralisation industrielle de la France se fait plus en paroles qu'en actes. Faudra-t-il toujours attendre le bon vouloir des entreprises privées ? En ce cas, le redressement de la Lorraine n'est pas pour demain...

Nous disons, et nous ne sommes pas les seuls, qu'il faut UNE INTERVENTION DES CAPITAUX PUBLICS POUR CREER DES ENTREPRISES DE SECTEUR PUBLIC, À LA GESTION DESQUELLES LES TRAVAILLEURS SERAIENT ASSOCIÉS (entreprises socialisées).

Cela exige :

- un plan régional dans le cadre d'une planification nationale digne de ce nom ;
- une banque nationale d'investissements ;
- Un programme d'investissements publics à long terme. Les priorités seraient définies par des organismes régionaux à forte participation populaire.

Quand le P.S.U. préconise dans son programme l'institution d'assemblées régionales élues, c'est à cette préoccupation qu'il obéit.

DES COMITES DE CONTROLE OUVRIERS

Les informations dont disposent les travailleurs sont essentiellement d'origine patronale. De même, à l'échelle nationale, les prévisions du Plan dépendent des renseignements économiques fournis par le patronat. Résultat : le IV^e Plan n'avait pas du tout prévu la crise des mines de fer lorraines qui a éclaté en 1963... parce qu'au moment de son élaboration, les patrons n'ont rien dit !

Les mineurs et leurs syndicats ont droit à une information économique plus objective et plus régulière. Pour cela, NOUS DEMANDONS LA CREATION DE COMITES DE CONTROLE OUVRIERS, dans le cadre par exemple de la Table Ronde. Ces comités auront le droit d'exercer un contrôle sur les informations et recevront les moyens de mener cette tâche. Deux exemples, entre autres :

1. Quelle est la teneur exacte du minerai mauritanien débarqué à Dunkerque ? « Lorraine-Magazine » dit 65 et même 75 p. 100 ; la C.E.C.A. parle de 50 p. 100 !

Et la teneur du minerai lorrain, dans les différents puits ?

2. Quel est le prix de revient réel du minerai lorrain ? DES ETUDES COMPTABLES SERIEUSES ONT-ELLES ÉTÉ FAITES ?

Le P.S.U. propose



La manifestation d'avril qui a réuni à Metz plusieurs dizaines de milliers de travailleurs a exprimé la grave inquiétude de la population devant les difficultés que connaît la Lorraine.

Notre région a été considérée entre 1945 et 1963 comme une région industrielle en plein développement.

En réalité, l'apparente prospérité et l'importante poussée démographique cachaient des faiblesses profondes.

L'économie régionale reposait sur quatre zones industrielles. Trois d'entre elles, dominées par une seule industrie (fer, charbon, textile dépendaient trop exclusivement de la prospérité de cette industrie.

Rien n'a été fait dans la région des mines de fer et de la sidérurgie pour prolonger et élargir l'industrie de l'acier afin de réaliser en Lorraine une part plus importante de la transformation. Les sociétés sidérurgiques, au contraire, ont retardé la création d'industries qui auraient diversifié les perspectives d'emploi et menacé leur monopole de la main-d'œuvre.

Dans la région des houillères, le développement des H.B.L. dans d'autres branches que l'extraction du charbon a été limité par une politique restrictive qui interdisait aux industries nationalisées de sortir de leur spécialité.

Le développement des services publics et privés qui sont la base d'une société moderne a été négligé en Lorraine. Les populations ouvrières de notre région ne méritaient pas, aux yeux des gouvernements et des dirigeants capitalistes de la vie économique, de bénéficier

de la même gamme de services que les citoyens des grandes villes.

La déficience de l'enseignement, et spécialement de l'enseignement technique, a une triple conséquence :

- Elle a permis aux industries dominantes de maintenir leur emprise sur la main-d'oeuvre.
- Elle rend difficile une reconversion industrielle positive, c'est-à-dire aboutissant à la notion d'emplois plus qualifiés.
- Elle empêche les jeunes de trouver une solution personnelle acceptable aux problèmes posés par la pénurie locale d'emplois : s'ils émigrent, c'est dans les pires conditions.

Depuis 1963, la crise a éclaté et se développe dans tous les secteurs. Dans les mines de fer, le patronat prévoit que les licenciements se poursuivront au rythme de 1.000 par an. Dans la sidérurgie, la réduction du personnel s'opère par arrêt de l'embauche. Les départs volontaires, les mises à la retraite ne sont pas compensés. Les jeunes qui comptaient sur ce seul débouché important commencent leur vie professionnelle par une période de chômage, y compris ceux qui avaient été formés par et pour les entreprises sidérurgiques. Les divers expédients employés pour masquer cette situation (années d'apprentissage supplémentaires) laissent le problème intact.

Les concentrations, les réorganisations s'opèrent au détriment du personnel. Les déplacements et les mutations aboutissent à des déclassements. L'insécurité n'est pas seulement celle de l'emploi, mais aussi celle du salaire acquis.

Dans les houillères, la situation est identique. En continuant la limitation à l'embauche et l'accélération des mises à la retraite, la direction évite pour le moment les licenciements, mais reporte la crise de l'emploi sur les jeunes.

Dans ce contexte, le manque d'emplois féminins ne peut que s'aggraver.

La diminution ou la disparition des heures supplémentaires, les retards apportés à l'entrée au travail des jeunes qui ne trouvent pas d'embauche, ont détérioré le pouvoir d'achat des travailleurs et menacent le niveau de vie atteint.

La situation difficile de l'industrie, l'absence de débouchés variés, la faiblesse du tertiaire (commerce, enseignement, P.T.T., hôpitaux, etc.) aggravent la situation du monde rural. Des cultivateurs quittent la terre. Des ruraux émigrent, faute de voir leur région devenir complémentaire des zones industrielles et réaliser un équilibre avec elles.

Ni les dirigeants capitalistes, ni les ministres, à travers une multitude de déclarations et de visites, n'ont voulu admettre qu'il s'agissait d'une crise de structures nécessitant la mise en oeuvre de solutions d'ensemble. Parce qu'ils refusent de porter atteinte au système de la « libre entreprise », ils sont incapables d'ouvrir des perspectives d'avenir et se dérobent derrière de vagues promesses pour calmer les inquiétudes.

Le Parti Socialiste Unifié partage l'inquiétude des travailleurs, de leurs organisations syndicales, des associations familiales, des organisations et des mouvements de jeunes devant cette situation.

Il soutient les revendications relatives aux salaires, à la réduction du temps de travail, à l'avancement de l'âge de la retraite telles qu'elles sont formulées actuellement. L'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs et, parallèlement, celle des prestations sociales contribueraient à la solution de la crise que nous traversons. Toutefois, cette crise ne pourra être résolue en Lorraine sans de profondes réformes de structures.

Parce que le patronat de la sidérurgie s'est révélé incapable d'assurer la survie économique d'une région qu'il domine, le P.S.U. demande que la responsabilité de la vie économique régionale lui soit retirée.

Il faut créer des offices régionaux gérés paritairement, auxquels seraient confiés tous les problèmes de reconversion et de reclassement de la main-d'œuvre, toutes les organisations de formation et de promotion professionnelles, ainsi que le contrôle du mouvement de la main-d'œuvre.

La gestion des mines et des entreprises sidérurgiques doit être socialisée, confiée à des sociétés de gestion auxquelles participeront, aux côtés de ceux de l'Etat, les représentants des travailleurs. Ces organismes seront chargés de réorganiser la production sidérurgique et d'implanter dans la région des industries de transformation, de contrôler et de diriger les investissements publics et privés.

Le capitalisme a ses solutions au problème de l'emploi : pour s'assurer le profit le plus élevé, il demande aux travailleurs de courir après les emplois. Nous refusons cette solution. Nous pensons qu'un effort d'investissement industriel dirigé par l'Etat, contrôlé par les travailleurs, et un effort d'équipement en services doivent permettre à la Lorraine de reprendre le chemin de l'expansion, d'offrir aux travailleurs et aux jeunes non seulement les emplois dont ils ont besoin mais encore des emplois plus qualifiés. L'intérêt de toute la population est d'exiger cette première socialisation des structures et d'y participer.

Pour imposer ces solutions, la lutte doit se développer sur tous les plans. Aux prochaines élections législatives, les Lorraines et les Lorrains devront remplacer les députés défenseurs du régime capitaliste qui ont voté le V^e Plan par des hommes décidés à faire passer dans la loi les mesures de socialisation nécessaires.

Le Parti Socialiste Unifié souhaite que l'action s'amplifie et que s'y intègrent toutes les couches de la population, les syndicats, les élus municipaux, les associations familiales, les mouvements de jeunes, les partis politiques.